

Groupements Hospitaliers de Territoire Lorraine Nord

CENTRE HOSPITALIER REGIONAL METZ-THIONVILLE
Direction des Achats de la Logistique et de l'Hôtellerie
1 allée du Château
CS 45001
57085 METZ CEDEX 3
Téléphone : 03.87.66.79.86



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P)

Etabli en application du code de la commande publique, selon les dispositions du Cahier des clauses administratives générales des Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS)

**OBJET : FOURNITURE D'ETIQUETTES PLANCHES, ROULEAUX
POUR LE GHT LORRAINE NORD**

La procédure de consultation utilisée est celle de l'Appel d'Offres
en application des articles R2124-1, R2124-2, R2161-1 et suivants du code de la commande publique.

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : LE 27/03/2026 A 12H00

ARTICLE 1- PARTIE CONTRACTANCE

Le Centre hospitalier régional Metz-Thionville, personne publique contractante, est représenté par son Directeur Général, Pouvoir Adjudicateur, seul habilité à signer les marchés.

Pour la présente procédure, le CHR agit en son nom et pour le compte des établissements du GHT suivants :

Etablissement Public Départemental de Santé de GORZE :
163 rue de la Meuse, 57680 GORZE

A compter du 1^{er} janvier 2018, le CHR de Metz Thionville est unique Pouvoir Adjudicateur pour l'ensemble des établissements membres du Groupement hospitalier de territoire Lorraine Nord, listés ci-dessous :

Centre Hospitalier François MAILLOT de BRIEY :
31, avenue Albert de Briey 54150 BRIEY

Centre hospitalier de BOULAY :
1 rue de l'Hôpital, 57220 BOULAY

Etablissement Public de Santé Mentale de JURY :
BP 75088, 57073 JURY

Centre hospitalier Spécialisé de LORQUIN :
5 rue du Général De Gaulle, 57790 LORQUIN.

GCS du Sud Mosellan :
5B rue du général de Gaulle
57790 LORQUIN

**EHPAD CREUTZWALD
SANS SOUCI**
19 rue de la forêt
57150 CREUTZWALD

A ce titre, le présent marché est susceptible de voir son périmètre évoluer pour inclure les besoins de ces établissements. Le cas échéant, ces évolutions feront l'objet de modifications de marchés dans le respect des conditions prévues à l'article R.2194-1 et suivants du code de la commande publique.

En tant que membre associé du Groupement hospitalier de territoire Lorraine Nord, l'Hôpital d'Instructions des Armées LEGOUEST pourra également être, au cas par cas, inclus dans le périmètre précité.

Hôpital d'Instructions des Armées LEGOUEST :
27 avenue de Plantières, 57070 METZ

Le marché s'exécutera selon les spécifications de la note technique.

ARTICLE 2 - OBJET – FORME DU MARCHÉ – VARIANTE - PSE

2-1- OBJET ET FORME DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet la fourniture d'étiquettes planches, rouleaux pour le GHT Lorraine Nord.

La consultation est passée sous la forme d'Appel d'Offres ouvert, soumis aux dispositions de l'article R. 2124-2, R2124-2, R2161-1 et suivants du code de la commande publique.

Les spécifications techniques des prestations donnant lieu au marché sont fixées au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) du marché.

Le marché est un accord cadre à bons de commande.

Il fixe toutes les stipulations contractuelles, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, sans minimum et avec un maximum correspondant à 3 fois le montant estimé retenu.

Les quantités mentionnées sur le BPU sont établies à l'unité et sont données à titre indicatif. Elles n'engagent pas contractuellement les établissements pour la durée du marché. Elles correspondent à une moyenne consommée par les établissements par période de marché (12 mois)

2-2- VARIANTES

Les variantes ne sont pas acceptées.

2-3- OPTIONS ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

Aucune option ou prestation supplémentaire n'est prévue.

ARTICLE 3- ALLOTISSEMENT

Le présent marché est constitué de 4 lots :

- Lot 1 étiquettes vierges standard en planche A4 laser (CHR Metz-Thionville et GORZE)
- Lot 2 étiquettes en rouleau - service Biberonnerie (CHR Metz-Thionville)
- Lot 3 étiquettes en rouleau - service Laboratoire (CHR Metz-Thionville)
- Lot 4 étiquettes planche - service Pharmacie (CHR Metz-Thionville)

Le détail de l'allotissement et les quantités par période de marché sont précisés sur les bordereaux de prix (annexe1).

ARTICLE 4- DUREE ET PRISE D'EFFET DU MARCHE

Le marché est conclu pour une durée de 1 an, à compter de sa notification.
Il est reconductible 3 fois 1 an.

La reconduction est tacite, elle ne peut pas être refusée par le titulaire.

A l'inverse, en cas de non reconduction, le CHR de Metz-Thionville la prononcera de manière expresse avec un préavis d'un mois avant la date anniversaire du marché.

ARTICLE 5- DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des pièces contractuelles ainsi hiérarchisées :

- l'Acte d'Engagement et ses annexes financières
- le présent cahier des clauses administratives particulières, dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières formant état des besoins et ses annexes, dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures courantes et services (C.C.A.G.-F.C.S.) ;
- l'offre technique et financière retenue.

ARTICLE 6 - DELAI ET CONDITIONS DE LIVRAISON

6-1- DELAI ET LIEU DE LIVRAISON

Les fournitures devront être livrées selon les conditions (jours et heures) indiquées sur le bon de commande. Les lieux de livraison sont précisés sur chaque bon de commande.

Les produits devront être livrés sous le délai maximum de 10 jours ouvrés.

En cas de retard de livraison imputable au titulaire, les dispositions de l'article 45 du CCAG FCS seront susceptibles de s'appliquer (exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire).

6-2- MODALITES DE LIVRAISON

- Le fournisseur livrera le matériel franco de port au site de livraison.
- Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au titulaire du marché.

La livraison de la fourniture sera accompagnée de la copie du bon de commande et d'un bordereau de livraison numéroté qui sera signé et conservé par le réceptionniste. La signature par le livreur lui-même sera considérée comme nulle.

Le bordereau de livraison comportera les mentions obligatoires suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire du marché,
- les références du bon de commande,
- date de livraison,
- la détermination exacte de la fourniture (référence),
- prix HT et TTC,
- les quantités livrées
- éventuellement les emballages consignés ou prêtés.

6-3- VERIFICATION

Le réceptionniste effectuera les opérations simples de vérification de conformité entre la livraison et le contenu de la commande correspondante.

- Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, le titulaire devra reprendre l'excédent ou compléter la livraison
- Si les produits livrés ne sont pas conformes aux spécifications du marché ou du bon de commande, ils pourront être rejetés et devront être remplacés immédiatement, y compris sur demande verbale

Il reste bien entendu que seule l'admission des produits livrés permet au titulaire de présenter une facture faisant courir le délai de paiement.

L'administration vérifiera l'état apparent du matériel livré et formulera les réserves utiles auprès du prestataire. Tous les emballages devront être repris par le titulaire.

6-4- GARANTIE

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter du jour de son admission après vérifications quantitative et qualitative.

ARTICLE 7 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

7-1- CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation ; ainsi que d'éventuels frais administratifs (préparation de commande, facturation ou autres)

7-2- FORME DES PRIX.

Les prix et conditions de livraison franco de port, sont ceux fixés aux BPU

Ils sont exprimés par prix unitaires.

Les prix seront libellés en Euros.

7-3- REVISION DES PRIX

Les prix exprimés de manière unitaire sont fermes la première année d'exécution du marché, et révisables ensuite chaque année dans les conditions ci-dessous :

$$P_n = P_o \times (S_n / S_o)$$

Dans laquelle :

- P_n = prix révisé
- $P(o)$ = prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro (**mois 0 = mois de remise des offres = Mars 2026**)
- S_n = dernier indice connu au jour du calcul de la révision
- S_o = indice de référence au moins zéro (**mois 0 = mois de remise des offres = Mars 2026**)

L'index utilisé est le suivant :

Indice S = valeur de l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - IPP - Indice 10764129- Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 17.29 - Autres articles en papier ou en carton - Prix de marché - Base 2021 - Données mensuelles brutes

Il est consultable sur le site <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764129>

P_n ne peut être inférieur à P_o . Le cas échéant la valeur de P_n sera celle de P_{n-1} ou P_o lors de la première révision.

Il ne pourra y avoir qu'une seule révision de prix par période annuelle, à transmettre dans un délai minimum d'un mois avant à la date anniversaire soit par courrier postal avec AR à la Cellule Marchés du CHR Metz-Thionville soit par mail à l'adresse : direction.marches@chr-metz-thionville.fr

Si aucun réexamen n'est effectué dans le mois précédent la date anniversaire de l'accord-cadre, les prix précédents seront considérés comme les prix en vigueur pour la nouvelle période.

Le marché déroge à l'article 10.2.2 du C.C.A.G.-F.C.S. : il ne sera procédé à aucune révision de prix au cours d'une période annuelle.

Les taux de remise catalogue sont fixes pour la durée du marché.

ARTICLE 8- PENALITES DE RETARD – EXECUTION PAR DEFAULT

8-1- PENALITES POUR RETARD

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les dispositions particulières suivantes s'appliquent:

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

où :

P = montant des pénalités ;
V = valeur des fournitures sur laquelle est appliquée la pénalité ;
R = nombre de jours calendaires de retard.

Il est dérogé à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS : il n'est fixé aucun seuil d'exonération de pénalités.

8-2 - PENALITES D'INDISPONIBILITE TEMPORAIRE OU DEFINITIVE

En cas d'indisponibilité temporaire ou définitive, le titulaire du marché en informera le pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais. Le pouvoir adjudicateur déduira les montants des articles non traités pendant la durée de l'indisponibilité.

8-3 - PENALITES DE NON-CONFORMITE

Sanction pour non-respect de méthode ou technique, ou prestation non exécutée ou insuffisance qualitative : la fourniture non conforme est reprise, en intégrant le délai d'origine avec retenue provisoire et/ou réfaction du prix, d'un montant de 20% du prix de la prestation concernée par jour de retard dans la remise en ordre demandée par le membre du groupement de commandes concerné.

Le titulaire ayant été retenu en tenant compte notamment de ses capacités, garanties professionnelles et financières, agrément, certification, qualifications, conformité aux normes de produits et de prestataire, est tenu pendant la durée du contrat, d'informer le coordonnateur du groupement de commandes de toute modification. Le non-respect de cette obligation d'information entraîne une pénalité de retard dans la remise de documents d'un montant de 50 € par jour de retard.

8-4- EXECUTION PAR DEFAULT

En cas d'absence de retard dans les délais accordés, ou d'une prestation ayant fait l'objet d'un rejet ou de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur pourra se fournir là où il le jugera utile.

Tous les frais supplémentaires pouvant résulter de cette opération sont à la charge du fournisseur défaillant, sans préjudice d'éventuelles pénalités pour retard, et cela jusqu'à la livraison effective des produits par le tiers fournisseur.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché et automatiquement déduite de la prochaine facture mise en paiement à son profit par la voie d'avoir ou récupérée par titre de recettes, au libre choix du responsable de l'établissement concerné.

A l'inverse, toute diminution de dépense après recours à un tiers fournisseur ne profitera pas au titulaire.

8-5- SURSIS DE PAIEMENT

Le titulaire se verra opposé un sursis à la mise en paiement dans l'une des situations suivantes :

- **NON-RESPECT DU PRIX DU MARCHÉ**
- **ERREUR DE QUANTITE**
- **ERREUR DE TVA**
- **PORT FACTURE NON DU**
- **ADMISSION DU MATERIEL / DE LA PRESTATION NON PRONONCEE**
- **TAUX DE REMISE SUR ARTICLES FACTURES NON INDIQUE**
- **TARIFS APPLICABLES POUR L'ANNEE CONCERNEE NON ARRETES**
- **RELEVÉ D'IDENTITE BANCAIRE DIFFERENT DE CELUI PORTE AU MARCHÉ**
- **AUTRES CAS...**

La mise en paiement ne pourra être reprise qu'une fois les corrections effectuées.

ARTICLE 9 - PAIEMENT - ETABLISSEMENT DES FACTURES

9-1- PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les factures seront libellées à l'ordre du :

Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE

Hôpital de Mercy - Direction des Achats de la Logistique et de l'Hôtellerie - 1, Allée du Château 57085 METZ cedex3

EPDS GORZE : 163 rue de la Meuse, 57680 GORZE

Elles seront envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Attention à sélectionner le code SIRET correspondant à chaque établissement.

Etablissements	N° de SIRET	Service
CHR METZ-THIONVILLE	265.702.803.00510	FHLMY (Mercy Lots 1-2-3-4) FHLBA (Bel Air Lots 1-2-3-4) LABMY (Mercy Lot 3)
EPDS de GORZE	265.703.041.00029	MAG (Lot 1)

Les factures contiennent les informations suivantes :

- ▯ les noms et adresse du créancier
- ▯ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- ▯ le numéro du marché
- ▯ la copie du bon de commande
- ▯ la date d'exécution des prestations
- ▯ le prix unitaire H.T
- ▯ le montant hors T.V.A.
- ▯ le taux et le montant de la T.V.A.
- ▯ le montant total T.T.C.
- ▯ la date d'envoi de la demande de paiement

Toute facture ne comportant pas l'ensemble des renseignements ci-dessus ne pourra être mise en paiement, et sera retournée au fournisseur pour correction.

Le paiement s'effectuera par les soins du trésorier et suivant les règles de la comptabilité publique.

9-2- DELAI DE PAIEMENT ET MODE DE REGLEMENT

Conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique, les factures sont réglées, hors délai bancaire, sous le délai maximum de **50 jours** à réception d'une facture conforme.

ARTICLE 10- INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit au titulaire du marché des intérêts moratoires selon le taux de refinancement principal de la banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros

ARTICLE 11- AVANCE FOFAITAIRE ET GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

11-1- AVANCE FORFAITAIRE

L'avance forfaitaire est constituée d'une somme que le Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE et l'EPDS de GORZE pourront, avant toute exécution, octroyer en une fois au fournisseur retenu pour tout lot ou marché dont le montant minimal est supérieur à 50 000 € H.T, sauf si le titulaire du marché en a exprimé par écrit son refus.

L'avance forfaitaire représente un montant de 5% du montant contractuel des prestations à exécuter dans les 12 premiers mois de validité du marché, soit l'offre du candidat retenu divisée par la durée maximale contractuelle de validité du marché.

11-2- GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

Le versement de l'avance forfaitaire ne pourra avoir lieu avant que le titulaire ait fait parvenir au Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE et l'EPDS de GORZE, la preuve de sa constitution d'une garantie à première demande.

L'Etablissement de crédit s'engage alors à rembourser le Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE et l'EPDS de GORZE, dès sa première demande, des montants qui auraient été avancés forfaitairement au titulaire.

11-3- REMBOURSEMENT DE L'AVANCE FORFAITAIRE

Le remboursement des sommes ayant donné lieu à avance forfaitaire interviendra lorsque le montant facturé par le titulaire aura atteint 65% du montant minimal contractuel de prestations ou de commandes.

Le Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE et l'EPDS de GORZE procéderont au remboursement de l'avance, par précompte sur la ou les demandes de paiement faisant suite à l'atteinte de ce seuil de 65%, jusqu'à remboursement total de la somme avancée.

Le précompte devra être achevé au plus tard lorsque que 80% du marché aura été exécuté.

ARTICLE 12- RESILIATION

En cas de résiliation, il sera fait application des dispositions énumérées dans les articles 38 à 44 du C.C.A.G./ FCS

Par dérogation à l'article 42 alinéa 1 du CCAG FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, aucune indemnité forfaitaire de résiliation ne sera due au titulaire du marché.

ARTICLE 13- SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est admise pour ce marché, dans les conditions décrites par la loi n°75.1334 du 31/12/1975.

L'intégralité des dispositions contenues dans le présent C.C.A.P. s'imposent aux éventuels sous-traitants.

ARTICLE 14- COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire des paiements est :

Madame l'Inspectrice Générale des Finances,
Rue des Frères Lacretelle
57070 Metz

Tél : 03 87 65 17 60

Fax : 03 87 65 17 99.

T057061@cp.finances.gouv.fr

ARTICLE 15- JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX

La juridiction compétente pour tout contentieux pouvant survenir à l'occasion de l'attribution ou de l'exécution du présent marché est le Tribunal administratif de STRASBOURG.

ARTICLE 16- DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

L'article 6.1 du cahier des clauses administratives particulières déroge à l'article 45 du CCAG FCS.

L'article 7.3 du cahier des clauses administratives particulières déroge à l'article 10.2.2 du CCAG FCS.

L'article 8.1 du cahier des clauses administratives particulières déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG FCS.

L'article 12 du cahier des clauses administratives particulières déroge à l'article 42. Alinéa 1 du CCAG FCS.

Fait à Metz, le 16 Février 2026

Katia REBELO-SEWASTIANOW

Directrice des Achats, de la Logistique
Et de l'Hôtellerie